



Réunion du 9 mars 2019

Membres du Conseil d'administration présents : Florence Baillon, Gaëlle Barré, Medhi Benlahcen, Michèle Bloch, Nathalie Bonneu, Elisabeth Kanouté, Claudine Lepage, Gérard Martin, Philippe Moreau, Laure Pallez, Bruno Paing, Chantal Picharles, Charles Romero, Martine Vautrin-Djedidi, Hélène Vincent.

Membres du Conseil d'administration absents excusés ayant donné procuration : Florian Bohème, Thomas Brossas, Virgile Mangiavillano, Morgane Marot, Stéphane Mukkaden.

Invités présents : Marie-Pascale Avignon-Vernet, Hélène Conway-Mouray, Fwad Hasnaoui, Jean-Yves Leconte, Jean-Louis Sabatié, Richard Yung.

Permanents du siège présents : Isabelle Chardonnet, Laurence Deglane, Simon Holpert.

Claudine Lepage accueille les participants et donne la parole au secrétaire général.

1. Activités du Bureau et du siège

♦ Synthèse des travaux

Gérard fait une présentation succincte en mettant en lumière les points saillants. Points sur les sections qui bougent : Uruguay, Moscou. Grosse augmentation du nombre d'adhérents au Liban. Regain dynamisme à Los Angeles, grâce à Bruno Paing.

➤ *Liban*. Certains adhérents demandent la création d'une section séparée. La demande a été rejetée par le BN. La section Liban est surtout centrée à Tripoli. La demande de création de section du Grand Beyrouth est apparemment liée à des besoins personnels de la personne qui demande la création. Pour l'instant, aucune activité associative à Beyrouth. => Il est demandé au CA de suivre la décision du BN de rejet.

Richard Yung rappelle que c'est une vieille histoire, ce n'est pas la première fois au Liban. Pense que le rejet par le BN est sage. La section Liban actuelle (Tripoli) est très vivante

Vote : décision du BN validée à l'unanimité.

➤ *Madagascar* : la section a beaucoup d'adhérents, (actuellement, 75 noms mais seulement 3 cotisations réglées ; les années précédentes, des centaines d'adhésions, mais 10 cotisations reversées seulement). Gérard rappelle : pour le siège, pour ses statistiques, on se base sur le nombre global d'adhérents. Pour les mandats lors de l'AG sont comptés uniquement ceux pour lesquels il y a reversement de cotisation.

Le problème J.D. Chaoui : il fait payer ses services au nom de Fdm-adfe. Les pratiques de J. D. Chaoui sont utilisées par son opposition pour attaquer Fdm-adfe.

Marc Villard informe que cette question est à l'ordre du jour du bureau élargi de l'AFE. Mais cela n'ira pas bien loin.

Martine Djedidi rappelle qu'à Madagascar, le niveau de vie est très faible. A Tunis, la section invite très nettement les personnes qu'elle aide à adhérer à l'association.

Gérard : Le siège en est conscient et en tient compte.

Mehdi ben Lahcen remarque que le groupe Fdm-adfe-Es va être attaqué à ce sujet à l'AFE.

Marc Villard : ce serait bien qu'il y ait un communiqué Fdm-adfe à faire valoir à l'AFE quand il y aura des attaques.



La rédaction d'un communiqué est prévue dans la journée (*voir en pièce jointe*). Il est noté de se renseigner sur la situation locale. Richard Yung va à Madagascar dans 15 jours, il essaiera d'en savoir plus.

Vote : 19 voix pour communiqué, 1 abstention (Martine Djedidi).

➤ *Richard Alvarez* a fait plusieurs demandes de réintégration dans l'association. Gérard Martin annonce que BN l'a refusé en raison des procès répétés et des dépenses encourues par l'association. Le CA valide cette décision à l'unanimité.

2. Assemblée générale 2019

La prochaine AG se tiendra au FIAP le samedi 24 août 2019.

3. Point sur les réflexions en cours

♦ Baromètre

Gaëlle et Laure présentent le travail. Grand succès : 15 700 réponses reçues. Excellente communication de Fdm-adfe. Le Baromètre a profité de l'élan suscité par le Grand Débat national. Il est convenu qu'il va falloir, dès que le baromètre ne sera plus en ligne (=> après le 15 mars), rédiger un communiqué soulignant son succès. Ensuite, les résultats vont être analysés finement circonscription par circonscription et envoyés aux sections et aux CC des circons concernées.

Claudine Lepage va demander un rendez-vous à J.B. Lemoyne pour lui remettre les doléances des Français de l'étranger telles qu'elles ressortent du baromètre : la retraite, l'accès aux soins et le coût des soins, l'éducation et l'accès à l'enseignement supérieur, la fiscalité, la complexité des démarches administratives (avoir des interlocuteurs au consulat, avoir le soutien des associations de Français à l'étranger, besoin de services de proximité), le retour en France, le Brexit...

Fdm-adfe va faire un communiqué de presse pour marquer le succès de l'opération qui paraîtra dans la prochaine Lettre d'information.

- Martine Djedidi : est-ce que les membres du CA auront communication des résultats de l'analyse ? Mehdi ben Lahcen a dit qu'il y aurait des surprises, lesquelles ?
- L'éducation n'est pas la priorité première, le problème est plutôt l'accès à l'enseignement supérieur.
- J.Y. Leconte : les préoccupations pour l'éducation vont beaucoup plus loin que la seule problématique des écoles AEFE.
- Claudine Lepage : on sait très bien que l'AEFE, la MLF, ne concernent qu'une petite partie des enfants français à l'étranger. En revanche, les questions de retraite, de couverture maladie, préoccupent énormément de gens. Ceci d'autant plus que la majorité des personnes ayant répondu ont plus de 45 ans.
- Richard Yung rejoint ce que dit Claudine. Pour les retraites, à part ceux qui ont un bon statut et sont en Europe, problème très difficile. Ce qui surprend, c'est que 80% des répondants n'envisagent pas de rentrer en France. Point peut-être à creuser.
- Retour en France : tout dépend de la façon dont la question est posée. Beaucoup de femmes aimeraient bien rentrer, mais ne peuvent pas financièrement. Se pose aussi la question des enfants et petits-enfants qui vont rester dans le pays d'accueil.
- Marc Villard : sur certains points, nos concitoyens pèchent par ignorance. Pour les retraites, il faudrait trouver une solution pour que les expatriés qui vivent dans des pays où il n'y a pas de système de retraite, ou système par capitalisation très incertain, puissent avoir, moyennant une cotisation modique, un moyen de valider un certain nombre de trimestres, et/ou puissent bénéficier des aides liées à la territorialité (ex. minimum vieillesse).



- Elisabeth Kanouté : parmi les Français de l'étranger il y a beaucoup de binationaux, qui ont parfois beaucoup de difficultés à faire valoir leurs droits de citoyens auprès des consulats.
- Claudine Lepage félicite Gaelle Barré, Laure Pallez et Florian Bohème pour leur travail et remercie Laurence de son aide efficace.

Colloques :

- Retour sur le colloque « Enfance et Expatriation » qui s'est tenu fin septembre au sénat. Claudine remercie Florence Baillon, Gaelle Barré, Marie-Pascale Avignon-Vernet et Laurence Deglane
- Un nouveau colloque est annoncé pour septembre 2019 sur le thème : Formation, travailler et entreprendre à l'étranger. Gaelle Barré, Mehdi ben Lahcen, Bruno Paing, Yan Chantrel, Anne Henry-Werner s'occupent de l'organisation (recherche des intervenants et des modérateurs). Le BN a validé les thèmes des 4 tables rondes : 1) départ ; 2) arrivée dans le pays d'accueil ; 3) entreprendre et expatriation ; 4) formation professionnelle et reconnaissance des acquis.

Commission permanente pour la protection sociale des Français du 8 mars

Martine Vautrin-Djedidi informe que le taux calculé par la DFAE est très souvent supérieur à celui proposé par les conseils consulaires locaux ; ce phénomène d'auto-censure des Conseils consulaires est dû au fait qu'ils craignent d'être retoqués.

Les économies réalisées sur l'aide sociale sont dérisoires, mais elles ont un impact majeur pour nos compatriotes.

France Horizon : Marie-Pascale Avignon-Vernet.

Il faut essayer de trouver des solutions aux problèmes auxquels se heurtent les Français de l'étranger qui rentrent en France par eux-mêmes (= pas ceux qui sont rapatriés). Démarches entreprises pour avoir des logements à leur proposer. Pas encore abouti. Pistes explorées : par exemple avec Cie d'assurances, les Français de l'étranger pourraient souscrire une assurance couverture en cas de retour en France.

Sinon, question de l'éventuel rapatriement des Français du Venezuela.

En complément, Martine Djedidi signale que le MEAE a annoncé qu'il avait proposé que le reliquat de l'enveloppe du STAFE soit reversé à France Horizon, qui a refusé.

Solidarité laïque - Jean-Louis Sabatié

Rappelle les valeurs et les actions de Solidarité Laïque qui intervient notamment auprès des migrants, fait de l'aide au développement (notamment à Mayotte), lance régulièrement des campagnes en faveur de l'éducation (cette année deux films sur le Liban et le Mali)

Solidarité laïque a des difficultés financières qui l'ont conduit à émettre des bons participatifs pour un montant global de 1 million d'€. Souscription par MAIF, Casden...

Jean-Louis fait remarquer qu'il est important de tisser des liens entre les sections Français du monde-adfe et les associations de Solidarité Laïque.

Charte des bonnes pratiques en matière électorale

Chantal Picharles propose d'ajouter paragraphe I : les solidarités qui se développent contre la xénophobie, l'homophobie et le racisme. Martine Djedidi propose la formule « contre toutes les formes de discrimination ».

Chantal : paragraphe II : remplacer droits humains par « droits de l'homme » ; il est décidé de garder « droits humains ».

3ème paragraphe : dans les domaines culturel, éducatif, administratif, social et économique (suppression des exemples entre parenthèses).

§ "Elections consulaires" - transformer le titre en "Élections consulaires et AFE"

- fusion des articles 2 et 3.



§ 4 (ancien 5) : supprimer "avant ou après les élections de 2014".

§ 5 - Martine Djedidi. Problème qui va se poser en Tunisie, mais ailleurs aussi, 1 des deux sections est résolument LREM. => réponse de Claudine : il faudra organiser une AG de coordination des sections concernées.

→ La Charte est adoptée à l'unanimité (voir en pj).

Communication

- Augmentation très substantielle de la consultation des sites de communication (sites web, Facebook, Instagram, twitter).

Elections européennes

- Le magazine 197 est consacré à l'Europe
- Appel de Lisbonne (Union de la Gauche)

4. Bilan d'étape des groupes de travail thématiques

. Enseignement

Michèle Bloch (+ Claudine Lepage, Charles Romero et Chantal Picharles) : pas grand-chose à part rapport Cazebonne. Pas beaucoup d'éléments positifs, d'autres inacceptables. Seule chose positive : rappel du rôle clé de l'AEFE. A craindre que ce rapport rejoigne le cimetière des rapports oubliés, quitte à ce que ses préconisations soient reprises dans prochain rapport. Inacceptable : propose de donner place prépondérante aux parents, car ils n'ont pas à s'immiscer dans la gestion pédagogique des établissements.

Claudine Lepage : Mme Cazebonne ouvre la voie à la privatisation. Mais elle ne "flingue" pas l'AEFE. C'est un rapport très technique sans réelle ligne politique.

Rapport Bossières : rapport interne à l'administration, nourrira peut-être d'éventuelles propositions du Président de la République.

Martine Djedidi a lu en diagonale ce rapport, et a remarqué réitération du terme EFE "Enseignement français à l'étranger", qui recouvre beaucoup de choses, au-delà du réseau AEFE. => la philosophie semble claire, en marche vers l'éducation en tant que produit sur le marché.

Chantal Picharles : terminologie "EFE" déjà utilisée depuis un certain temps. Souligne aussi risque baisse de la qualité avec recours croissant à des enseignants précaires, non formés. Que va-t-il se passer en termes de couverture sociale (retraite) pour les titulaires de l'EN employés comme recrutés locaux.

J.Y. Leconte : Mme Cazebonne fait le pari que l'EFE doit se dissocier de l'enseignement en France.

Hélène Conway : normal qu'il n'y ait pas d'idéologie sous-jacente au rapport Cazebonne car LREM est un parti "ni-ni". On n'a toujours pas accès aux rapports internes AEFE, dont le rapport Bossières. L'essentiel du budget du MEAE = AEFE. Message du rapport Cazebonne : l'éducation doit permettre de faire de l'argent. Pas certain que le Président de la République s'inspire de ce rapport. C'était une façon de gagner du temps. Pas de plan très défini à l'avance. A craindre qu'in fine ce soit le côté économique qui l'emporte. Mise en condition (comme avant la réforme de la SNCF) : l'enseignement est mal géré, gabegie => réforme nécessaire.

Charles Romero a eu le sentiment en rencontrant Mme Cazebonne de rencontrer l'ancienne cheffe d'établissement de la MLF, désireuse de régler ses comptes avec l'AEFE. Elle met en avant le lycée de Mexico qui a dénoncé la convention avec l'AEFE pour négocier une convention « sur mesure ».



Augmentation du nombre des refus de détachement ou de renouvellement de détachements pour les résidents (concerne exclusivement les enseignants du primaire).

Bruno Paing - Captation croissante, en tout cas aux Etats-Unis, du budget salaires, par salaires des administratifs, très bien payés, alors que les salaires des enseignants leur permettent difficilement de vivre.

Michèle Bloch note deux points positifs de l'Enseignement français à l'étranger :

- l'observatoire des élèves à besoins particuliers fonctionne bien. Son budget est de 300 000 euros.

Permet de payer les assistants de vie scolaire pour les élèves boursiers (prise en charge totale, quelle que soit la quotité).

- relèvement du Q max. Représente 3,5 millions d'euros en plus sur le budget des bourses. Payé sur la soule de l'AEFE, mais cela ne peut pas être une solution pérenne.

Mission laïque (Michèle est membre du bureau). Constate une plus grande transparence, mais évolution là aussi vers privatisation.

IB (baccalauréat international). Claudine Lepage : reconnaissance pour les études supérieures en France pas toujours assurée. Mehdi ben Lahcen confirme, encore plus maintenant avec Parcoursup. Florence Baillon fait remarquer que tous les IB ne se vaudront pas.

Enseignement supérieur

Florence Baillon (+ Hélène Vincent + Martine Djedidi) : voudrait faire une enquête sur Parcoursup, en partenariat par exemple avec Expat parents.

Claudine Lepage : il y a eu un débat au sénat sur Parcoursup. Claudine a essayé d'obtenir renseignements de l'AEFE. Seuls 50% des élèves issus de l'enseignement français à l'étranger, toutes nationalités confondues, voulaient poursuivre dans l'enseignement supérieur en France => sont passés par Parcoursup. Sur ces 50%, 97% ont obtenu satisfaction de leur demande sur Parcoursup. Mais c'est la réponse de l'administration. Intéressant d'essayer d'avoir opinion des usagers.

Martine Djedidi a constaté que depuis quelques années les élèves tunisiens issus de l'enseignement français en Tunisie ne vont plus systématiquement en France pour études supérieures, mais de plus en plus en Allemagne, aux Etats-Unis, à Lausanne pour les plus fortunés, au Canada ...

Jean-Yves Leconte - retours qu'il a eus : situation sociale des familles pas suffisamment prise en compte dans Parcoursup.

Gaëlle Barré : réponses sur accès à l'enseignement supérieur en Fr sujet de préoccupation qui ressort du baromètre.

➤ **Communiqué « Madagascar »**

Mehdi ben Lahcen a discuté avec Jean-Daniel Chaoui au téléphone. Ce dernier lui a dit qu'il ne facture pas ses prestations. Il demande seulement aux personnes qu'il aide d'adhérer à Fdm-adfe.

Un texte est soumis au CA : il est voté à l'unanimité moins une abstention (= Mehdi). Va être envoyé à Marc Villard pour qu'il l'utilise ou pas en fonction de ce qu'il jugera utile lors de la tenue de l'AFE.

* * *